FINANCER UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE À L'EAU : LES SOLUTIONS DE BNP PARIBAS FACE À L'ÉVOLUTION DU CYCLE DE L'EAU



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change



TABLE DES MATIÈRES

RARÉFACTION ET POLLUTION DE L'EAU : UN DÉFI CROISSANT POUR L'ÉCONOMIE p.4

- L'eau, la variable invisible de l'économie mondiale p.4
- Au-delà de la rareté : trois défis mondiaux liés à l'eau p.5

COMPRENDRE LE RISQUE HYDRIQUE : LA GÉOGRAPHIE, UN ENJEU CLÉ p.9

- L'analyse du risque hydrique nécessite une approche locale et multicritère p.9
- Quatre dimensions définissent le risque hydrique p.9
- Le bassin versant : l'échelle pertinente pour comprendre le risque hydrique p.10

COMMENT LES ENTREPRISES S'ADAPTENT À UN MONDE SOUS CONTRAINTE HYDRIQUE p.13

- Passer de l'efficacité à la résilience p.13
- L'innovation redessine l'économie de l'eau p.14

AGIR COLLECTIVEMENT POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE HYDRIQUE p.17

- L'eau, la ressource collective par excellence p17
- Construire une résilience collective p.17

REPENSER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE À TRAVERS LE PRISME DE L'EAU p.20

RARÉFACTION ET POLLUTION DE L'EAU : UN DÉFI CROISSANT POUR L'ÉCONOMIE

L'EAU, LA VARIABLE INVISIBLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Pendant des siècles, le développement économique s'est construit sur une certitude : l'eau serait toujours disponible, en quantité suffisante, là où les activités humaines en auraient besoin. Les villes se sont étendues, les usines se sont multipliées et l'agriculture s'est intensifiée sans véritablement se préoccuper de la ressource qui rendait toutes ces activités possibles. L'eau est ainsi restée largement invisible dans l'analyse économique, essentielle à tous les systèmes de production mais rarement considérée comme un actif stratégique à part entière.

Cette hypothèse est aujourd'hui remise en cause. Partout dans le monde, le fonctionnement du cycle de l'eau évolue : les sécheresses durent plus longtemps, 70 % des grands aquifères sont en déclin[1], les glaciers reculent, ce qui menace l'approvisionnement en eau, les régimes de précipitations changent profondément et la pollution de l'eau est généralisée. Dans le même temps, la demande en eau douce continue d'augmenter sous l'effet de la croissance démographique, du développement industriel, de l'urbanisation et de l'électrification de l'économie. L'eau n'est plus seulement un enjeu environnemental : elle devient l'une des conditions déterminantes du développement économique. La France illustre cette nouvelle réalité. En 2026, le pays a été frappé par de graves inondations, puis, quelques mois plus tard, par une sécheresse exceptionnelle à l'origine d'incendies d'une ampleur historique. Les phénomènes extrêmes liés à l'eau deviennent progressivement la norme, perturbant les infrastructures, l'activité économique et la planification à long terme.

Contrairement au pétrole ou au gaz, l'eau n'a pas de substitut. Chaque économie en dépend, chaque chaîne de valeur en a besoin et chaque communauté entre en concurrence pour son accès. L'agriculture ne peut produire sans eau ; les centrales électriques en utilisent pour leur refroidissement ; la fabrication de semi-conducteurs dépend d'une eau ultrapure. Les secteurs minier, pharmaceutique, de la construction, de l'immobilier, des centres de données et, plus largement, l'ensemble des activités économiques reposent sur un accès sûr et prévisible à cette ressource.

L'eau devient ainsi un déterminant majeur de la résilience économique et de la croissance. Selon la Banque mondiale, près de la moitié du PIB mondial dépend de la biodiversité, du capital naturel et des services écosystémiques[2]. Les travaux de la Banque centrale européenne montrent que cette dépendance s'exprime avant tout à travers l'eau. Ils identifient la rareté de l'eau, les inondations et la dégradation de sa qualité comme les principaux risques liés à la nature pour la zone euro. À elle seule, la rareté des eaux de surface pourrait mettre en péril jusqu'à 24 % de la production économique[3].

Et pourtant, le paradoxe est frappant : alors que l'eau est l'une des ressources les plus précieuses au monde, elle demeure l'une des moins valorisées sur le plan économique. Le prix de l'eau ne reflète pas les tensions qui pèsent sur la ressource, les écosystèmes sont peu rémunérés pour les services qu'ils rendent et les investissements dans les infrastructures liées à l'eau restent insuffisants face aux besoins croissants. Comme le souligne la Commission mondiale sur l'économie de l'eau, le monde continue de se comporter comme si l'eau douce était abondante, malgré des preuves de plus en plus nombreuses du contraire[4].

L'EAU ET LE CLIMAT : LES DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

Les effets du changement climatique se manifestent avant tout à travers l'eau. L'intensification des sécheresses, des inondations, des vagues de chaleur et l'évolution des régimes de précipitations affectent la disponibilité de la ressource dans le monde entier. Selon les Nations unies, près de **90 % des catastrophes naturelles sont liées à l'eau** : les bouleversements climatiques se traduisent en premier lieu par des perturbations du cycle de l'eau. **Dans le même temps, l'atténuation du changement climatique dépend étroitement de la bonne santé des écosystèmes liés à l'eau.** Les forêts, les zones humides et les sols comptent parmi les plus importants puits de carbone naturels de la planète. Mais leur capacité à stocker le carbone dépend du bon fonctionnement des systèmes hydrologiques. À elles seules, les zones humides stockent entre **20 % et 30 % du carbone présent dans les sols à l'échelle mondiale**, **alors qu'elles ne couvrent qu'environ 6 % des terres émergées.** Lorsque ces écosystèmes sont dégradés par la sécheresse, le stress hydrique ou les changements d'usage des sols, les sociétés perdent à la fois en sécurité hydrique et en résilience climatique. Leur protection et leur restauration présentent donc un double bénéfice : elles renforcent la capacité d'adaptation aux impacts du changement climatique tout en préservant les puits de carbone naturel.

AU-DELÀ DE LA RARETÉ : TROIS DÉFIS MONDIAUX LIÉS À L'EAU

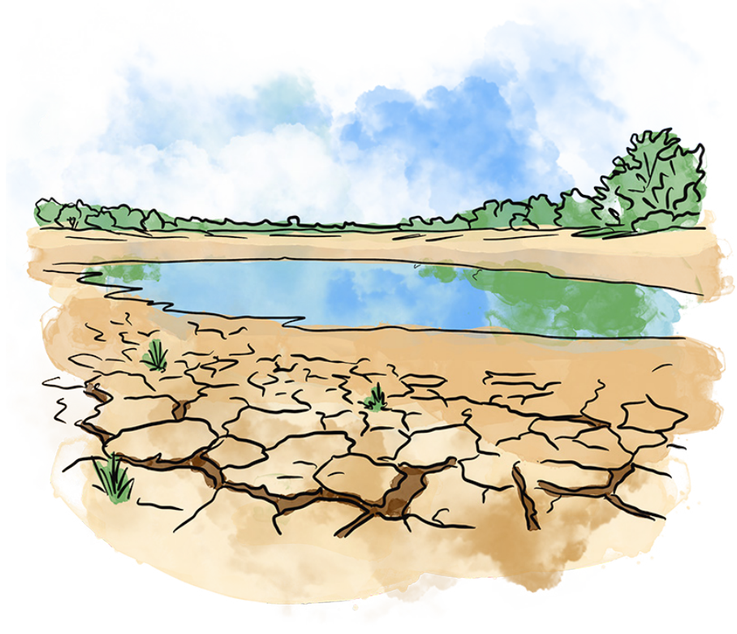
Le défi mondial de l'eau repose sur trois dimensions interdépendantes : la quantité, la qualité et l'accès.

Le premier défi est celui de la rareté de l'eau. Le changement climatique perturbe le cycle hydrologique tandis que la demande continue d'augmenter, exerçant une pression croissante sur les rivières, les lacs et les aquifères. Selon UN-Water, la demande mondiale en eau pourrait dépasser l'offre de 40 % d'ici 2030, alors que près de la moitié de la population mondiale connaît déjà des épisodes de pénurie sévère au cours de l'année.

Le deuxième défi concerne la qualité de l'eau. À l'échelle mondiale, environ 80 % des eaux usées sont rejetées sans traitement adéquat, dégradant les rivières, les lacs et les nappes phréatiques, et réduisant les volumes d'eau pouvant être utilisés en toute sécurité. Les PFAS, nitrates, métaux lourds ou encore microplastiques constituent également des menaces croissantes pour les écosystèmes, la santé humaine et l'activité industrielle. L'eau peut rester physiquement disponible, mais devenir inutilisable sans traitements de plus en plus coûteux. La Banque mondiale estime ainsi que la mauvaise qualité de l'eau freine la croissance économique en réduisant la productivité agricole et les rendements de la pêche, tout en augmentant les dépenses de santé.

Le troisième défi est celui de l'accès à l'eau. L'accès à une eau potable sûre et à des services d'assainissement demeure un facteur essentiel de développement humain et de stabilité économique. Pourtant, près de 50 % de la population mondiale ne bénéficie toujours pas de service d'alimentation en eau potable géré en toute sécurité. Au-delà des conséquences humanitaires, ces déficits se traduisent par une moindre productivité, une dégradation des conditions sanitaires et une vulnérabilité sociale accrue.

Ces trois défis se renforcent mutuellement. La pollution réduit les volumes d'eau utilisables, la rareté accentue la concurrence entre les usages et les infrastructures insuffisantes aggravent les deux phénomènes. La question de l'eau n'est donc pas une crise unique, mais la convergence de plusieurs pressions qui transforment simultanément les économies.



[1]Global Water Bankruptcy, UNU-INWEH, 2026
[2]World Bank (2025), Mainstreaming Nature into World Bank Macroeconomic Models: Overview Report
[3]Elderson, F. (2026), A central banker's perspective on climate change and nature degradation, University of Oxford, May 2026
[4]Global Commission on the Economics of Water, Turning the Tide, 2023

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ?

Les risques liés à l'eau deviennent progressivement des risques financiers. Selon les travaux de la Banque centrale européenne, **près de 75 % des prêts accordés par les banques de la zone euro aux entreprises** concernent des activités fortement dépendantes d'au moins un service écosystémique. Les risques liés à l'eau figurent parmi les principales menaces naturelles pesant sur l'économie. La rareté de l'eau peut limiter la production agricole, industrielle ou énergétique ; les inondations peuvent endommager les actifs et les infrastructures ; et la dégradation de la qualité de l'eau peut perturber les opérations et accroître les coûts. À mesure que ces événements deviennent plus fréquents et plus intenses, ils affectent les revenus, la rentabilité et la valeur des actifs des entreprises, ce qui se traduit in fine par une augmentation du risque de crédit pour les établissements financiers. Selon les analyses de la BCE, 19 % des prêts aux entreprises de la zone euro sont exposés au risque de rareté des eaux de surface.

Ces enjeux dépassent largement les secteurs traditionnellement considérés comme consommateurs d'eau. L'agriculture et l'agroalimentaire restent fortement exposés, tout comme la production d'énergie, l'industrie minière, les semi-conducteurs, la pharmacie, la construction, l'immobilier ou encore les infrastructures numériques. Dans un contexte d'électrification croissante de l'économie et de multiplication des centres de données, l'accès à une ressource en eau fiable devient un déterminant majeur de la compétitivité industrielle.

Ces évolutions pourraient également transformer l'analyse des risques extra-financiers. Les approches ESG traditionnelles se sont principalement concentrées sur les émissions de carbone et les trajectoires de transition. L'eau apporte une dimension complémentaire : la capacité réelle d'une économie ou d'une entreprise à continuer de fonctionner dans un environnement en mutation. Comprendre où émergent les contraintes liées à l'eau peut fournir un signal précoce de vulnérabilité économique, au-delà des seuls indicateurs climatiques.

Pour les banques et les investisseurs, l'eau représente également une opportunité. Une meilleure compréhension des risques liés à l'eau permet d'anticiper les vulnérabilités, de renforcer le dialogue avec les clients et d'identifier des besoins croissants d'investissement dans les infrastructures, les technologies et les solutions d'adaptation. Dans un monde où l'eau devient un facteur clé de résilience économique, son intégration dans les décisions financières relève de moins en moins d'une démarche ESG et de plus en plus d'une exigence de gestion des risques et de création de valeur à long terme.

QUE FAIT BNP PARIBAS ?

Intégrer l'eau dans l'analyse des risques

BNP Paribas intègre progressivement les enjeux liés à l'eau dans son dispositif de gestion des risques, reconnaissant que la rareté de la ressource, la pollution et les aléas physiques peuvent entraîner des conséquences significatives pour ses clients, les secteurs financés et ses portefeuilles. Ces enjeux sont intégrés tout au long du cycle de la relation client, depuis l'entrée en relation et les diligences préalables jusqu'aux décisions de crédit.

Cette approche s'appuie sur différents outils d'analyse. L'un des piliers est l'ESG Assessment, un questionnaire sectoriel appliqué aux clients entreprises et examiné dans le cadre du processus de crédit. Couvrant une vingtaine de secteurs, cet outil comprend des questions spécifiques pour les activités fortement consommatrices d'eau, telles que l'agroalimentaire, les services aux collectivités ou encore la chimie. L'objectif est notamment d'évaluer la consommation d'eau, les pratiques de gestion de la ressource, l'exposition au stress hydrique et les impacts sur la qualité de l'eau. Cet outil complète les politiques sectorielles de financement et d'investissement qui intègrent déjà des critères liés à l'eau pour les secteurs les plus exposés.

Afin d'identifier et de hiérarchiser les risques significatifs, BNP Paribas développe également des **cartographies sectorielles des risques** (heatmaps) visant à identifier les activités les plus sensibles à la dépendance à l'eau, aux risques de pollution et aux autres impacts liés à la ressource. Ces outils offrent une vision de plus en plus fine des risques hydriques et contribuent à une meilleure compréhension des expositions sectorielles.

Parallèlement, les exercices de **tests de résistance climatique** et les analyses de scénarios permettent d'évaluer la résilience des portefeuilles face aux risques environnementaux à différents horizons temporels. BNP Paribas a également développé des capacités d'évaluation des risques physiques fondées sur des modèles détaillés couvrant notamment les inondations, les sécheresses et d'autres aléas liés à l'eau dans plusieurs secteurs d'activité et permettant d'évaluer l'impact de ces risques sur ses portefeuilles immobiliers.

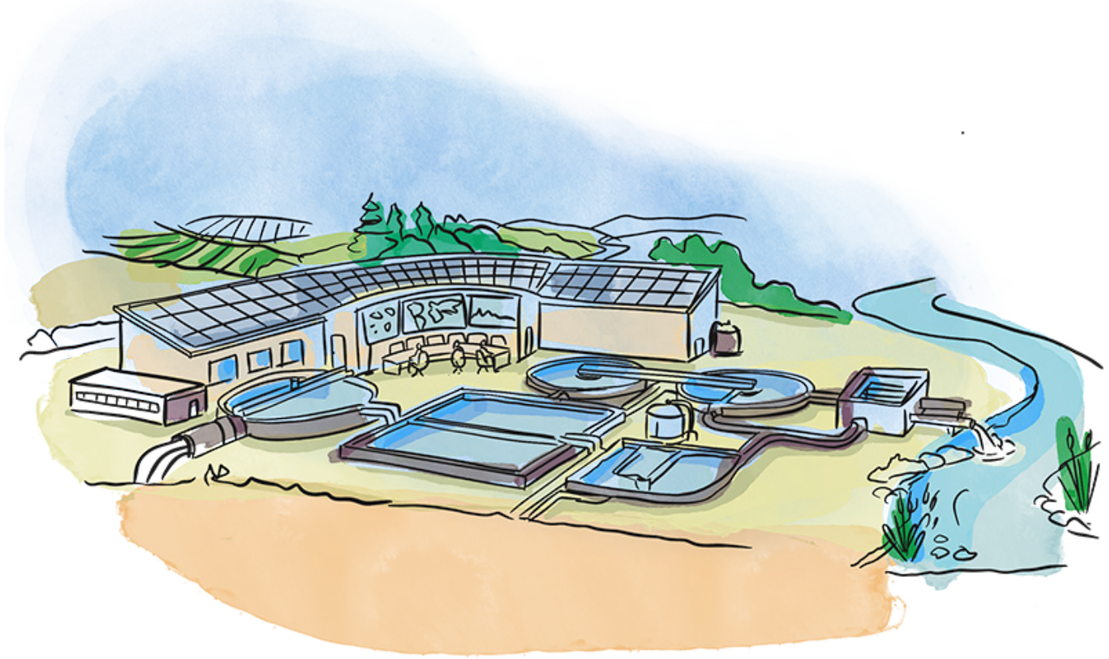
Promouvoir la qualité de l'eau et la lutte contre la pollution

L'amélioration de la qualité de l'eau nécessite des actions sur l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les infrastructures de grande ampleur jusqu'aux technologies innovantes capables de prévenir la pollution à la source. BNP Paribas accompagne cette transition à travers ses activités de financement et d'investissement.

Le Groupe mobilise ainsi les marchés de capitaux pour soutenir les infrastructures liées à la qualité de l'eau et à l'assainissement. En 2025, BNP Paribas a structuré **l'obligation bleue de 100 millions d'euros émise par la banque de développement de l'Amérique Latine (CAF)** destinée à financer des projets de gestion de l'eau, de traitement des eaux usées, de protection des écosystèmes côtiers et d'infrastructures résilientes en Amérique latine et dans les Caraïbes. En mai 2026, le Groupe a également agi en tant que chef de file unique pour l'émission de **l'obligation bleue de 100 millions de francs suisses d'IDB Invest** dédiée à la gestion durable de l'eau et des eaux usées.

Au-delà des grands projets d'infrastructure, BNP Paribas soutient des entreprises innovantes développant des solutions visant à réduire la pollution à la source et à améliorer la qualité de l'eau.

À travers BNP Paribas Développement et différents véhicules d'investissement, le Groupe a notamment accompagné **Lactips**, qui développe des alternatives biodégradables et solubles dans l'eau aux plastiques conventionnels ; **Toopi Organics**, qui valorise des nutriments afin de proposer des alternatives aux engrais de synthèse ; et **Blue Foot Membranes**, qui conçoit des technologies avancées de membranes pour le traitement et la réutilisation des eaux usées. Ensemble, ces solutions contribuent à réduire la pollution des écosystèmes d'eau douce tout en favorisant des pratiques de gestion circulaire de la ressource.



Soutenir l'accès à l'eau

L'accès à une eau potable sûre demeure l'un des grands défis du développement mondial. BNP Paribas y contribue à travers une combinaison d'investissements à impact, de financements innovants et d'initiatives philanthropiques.

En 2023, BNP Paribas a investi **2 millions d'euros** dans le **Water Access Acceleration Fund (W2AF)**, un fonds d'investissement à impact dont l'objectif est de fournir un accès à l'eau potable à **30 millions de personnes en Afrique et en Asie.** En mars 2026, ce fonds avait permis la distribution de 11 milliards de litres d'eau potable et amélioré l'accès à l'eau pour 9,9 millions de personnes.

Le Groupe mobilise également les marchés de capitaux pour financer les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement. En 2026, BNP Paribas est intervenu comme coordinateur de l'obligation bleue et teneur de livre conjoint pour l'émission obligataire de 2,05 milliards de réaux brésiliens de BASA Saneamento Ambiental, dans le cadre d'un financement global de **3,9 milliards de réaux (647 millions d'euros)** destiné à **moderniser les infrastructures d'eau et d'assainissement** de 151 municipalités de l'État du Pernambouc au Brésil. Le programme doit bénéficier à environ 7 millions de personnes et permettre **d'augmenter la couverture des services d'eau de 80,7 % à près de 99 %.**

Le Groupe soutient également des mécanismes innovants de financement de l'adaptation. En 2026, BNP Paribas a ainsi arrangé la **première obligation verte de la Banque asiatique de développement dédiée à l'adaptation à la fonte des glaciers en Asie**, une émission de **100 millions de dollars** visant à aider les communautés à se préparer aux évolutions de long terme de la disponibilité de l'eau sous l'effet du changement climatique.

Enfin, au travers du **Fonds Urgence et Développement**, BNP Paribas soutient des ONG œuvrant pour l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. En 2024, la campagne annuelle du fonds était entièrement consacrée à cette thématique et a permis de collecter plus de **400 000 euros** au profit de projets portés par **CARE**, la **Croix-Rouge française** et **Médecins Sans Frontières.**

Soutenir la restauration des milieux aquatiques

Les zones humides, cours d'eau et plaines inondables jouent un rôle essentiel dans le stockage de l'eau, la réduction des risques d'inondation, la préservation de la biodiversité et le renforcement de la résilience climatique. BNP Paribas soutient la restauration de ces écosystèmes en complément des infrastructures hydrauliques traditionnelles.

En 2026, la **Fondation BNP Paribas Fortis** a lancé un partenariat de quatre ans avec Natuurpunt et les communautés locales afin de restaurer la **vallée du Zuun**, la plus grande zone humide située à proximité de Bruxelles. Le projet prévoit notamment la restauration d'étangs, l'amélioration de la gestion de l'eau et le renforcement des habitats naturels. Lors des fortes précipitations, cette vallée joue un rôle important dans la prévention des inondations. À titre d'exemple, en janvier 2024, elle a absorbé à elle seule environ **160 millions** de litres d'eau.



COMPRENDRE LE RISQUE HYDRIQUE : LA GÉOGRAPHIE, UN ENJEU CLÉ

L'ANALYSE DE L'EAU NÉCESSITE UNE APPROCHE LOCALE ET MULTICRITÈRE

Si l'eau devient un défi économique majeur, elle demeure un risque particulièrement complexe à analyser. Contrairement aux émissions de gaz à effet de serre, qui peuvent être mesurées à l'aide d'un indicateur mondial unique, il n'existe pas d'unité universelle du risque hydrique. Un mètre cube d'eau prélevé dans le nord de la France, le sud de l'Espagne ou l'ouest de l'Inde n'a pas les mêmes implications environnementales, économiques ou sociales. **C'est ce qui distingue fondamentalement l'eau du changement climatique.** Le carbone est un enjeu global : une tonne de CO_2 a le même impact où qu'elle soit émise. L'eau, elle, est locale. Sa valeur dépend de son origine, des usages qui en dépendent, du moment où elle est nécessaire et de la manière dont elle est gérée. Comprendre les enjeux liés à l'eau suppose donc un changement de perspective. **La question n'est plus seulement de savoir combien d'eau est utilisée, mais où elle est utilisée, de quelle ressource elle provient et quelles pressions s'exercent sur celle-ci.**

QUATRE DIMENSIONS DÉFINISSENT LE RISQUE LIÉ À L'EAU

Comprendre cette dimension géographique implique d'aller au-delà de la seule consommation d'eau. En effet, quatre dimensions complémentaires déterminent dans quelle mesure l'eau peut devenir un facteur de vulnérabilité stratégique.

- La première concerne la ressource elle-même : toutes les eaux ne se valent pas. L'agriculture mondiale dépend principalement des précipitations stockées dans les sols, appelées « eau verte », tandis que l'industrie et la production d'énergie reposent généralement sur des prélèvements dans les rivières, les lacs et les aquifères, que l'on qualifie d'« eau bleue ». S'appuyer sur l'une ou l'autre n'a pas les mêmes conséquences. De plus en plus de secteurs s'orientent également vers l'utilisation d'eaux recyclées ou réutilisées afin de réduire la pression sur les ressources en eau douce. Le type d'eau disponible conditionne donc à la fois le niveau d'exposition au risque et les stratégies d'adaptation envisageables.

- La deuxième dimension concerne la continuité de l'activité. Les risques liés à l'eau vont bien au-delà des sécheresses. Inondations, variabilité saisonnière, épuisement des nappes phréatiques, intrusion saline ou dégradation de la qualité de l'eau peuvent tous perturber l'activité économique. Dans certaines régions, le problème est un manque d'eau ; dans d'autres, c'est l'arrivée d'une quantité excessive d'eau au mauvais moment ou une qualité devenue incompatible avec les procédés industriels.

- La troisième dimension est celle de la concurrence entre les usages. L'eau est l'une des rares ressources indispensables simultanément aux ménages, aux villes, à l'agriculture, à la production d'énergie, à l'industrie, aux services et aux écosystèmes. En période de tension, ces usages entrent inévitablement en concurrence. Les décisions d'allocation sont souvent influencées par les priorités économiques locales, qu'il s'agisse du développement industriel, de la productivité agricole ou de l'attractivité territoriale. La continuité de l'approvisionnement en eau devient ainsi un enjeu croissant de souveraineté économique.

- Enfin, la gouvernance détermine souvent si les enjeux liés à l'eau restent maîtrisables ou deviennent une source de risque systémique. Les mécanismes de tarification, les autorisations de prélèvement, les réglementations relatives aux eaux usées ou encore la gestion des bassins versants varient considérablement d'une juridiction à l'autre. Deux territoires voisins, exposés à des conditions climatiques similaires, peuvent ainsi présenter des niveaux de résilience très différents simplement parce qu'ils ne gèrent pas l'eau de la même manière.

Ces quatre dimensions expliquent pourquoi les moyennes peuvent être trompeuses et pourquoi **l'analyse des risques liés à l'eau nécessite une approche multidimensionnelle.**

LE BASSIN VERSANT : L'ÉCHELLE PERTINENTE POUR COMPRENDRE LE RISQUE HYDRIQUE

Même si les États exercent leur souveraineté sur leurs ressources, l'eau ne respecte pas les frontières administratives. Les précipitations, les rivières et les aquifères ignorent les limites politiques. Les décisions prises en amont peuvent affecter des industries, des agriculteurs ou des villes situés à des centaines de kilomètres en aval, générant parfois des tensions importantes. Le bassin du Nil illustre bien cette réalité, avec les inquiétudes de l'Égypte concernant les impacts du Grand Barrage de la Renaissance construit en amont par l'Éthiopie.

C'est pourquoi les hydrologues considèrent le bassin versant, plutôt que le pays, comme l'unité la plus pertinente pour évaluer la sécurité hydrique. Cette approche montre qu'analyser l'exposition aux risques liés à l'eau suppose de comprendre non seulement ce que produit une entreprise, mais aussi où sont situés ses sites d'exploitation et comment évoluent les systèmes hydrologiques locaux. À terme, une telle analyse devra également intégrer l'emplacement des fournisseurs tout au long des chaînes d'approvisionnement. Grâce aux progrès des données géospatiales, de l'imagerie satellite et de l'intelligence artificielle, les évaluations localisées deviennent progressivement un élément essentiel de l'analyse des risques financiers.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ?

Le caractère local de l'eau modifie profondément la manière dont les risques environnementaux doivent être appréhendés. **Les approches ESG traditionnelles reposent souvent sur des moyennes sectorielles ou des indicateurs nationaux. L'eau exige un niveau de précision beaucoup plus fin.** Deux entreprises opérant dans le même secteur peuvent présenter des profils de risque très différents selon le bassin versant dans lequel elles sont implantées, la qualité de la gouvernance locale ou la disponibilité de ressources alternatives.

La localisation devient ainsi un facteur déterminant pour comprendre l'évolution future du risque de crédit. L'exposition aux risques physiques, la continuité des opérations, les évolutions réglementaires ou encore les besoins d'investissement dépendent de plus en plus des contextes hydriques locaux plutôt que des seules caractéristiques sectorielles.

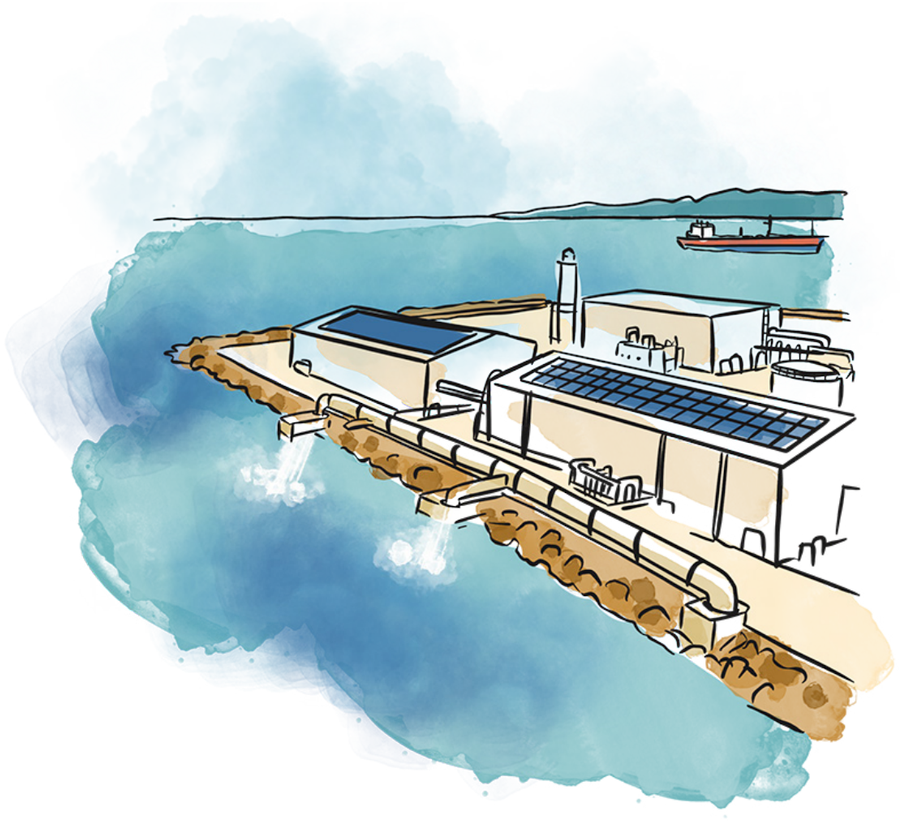
À mesure que les données géospatiales et les outils d'analyse progressent, les banques et les investisseurs ont l'opportunité de dépasser les indicateurs ESG génériques, pour développer une compréhension plus précise des risques physiques. Cela permet une meilleure évaluation du risque, un dialogue plus pertinent avec les clients et une capacité accrue à identifier les investissements d'adaptation avant que les contraintes liées à l'eau n'affectent la performance financière.

DESSALEMENT ET RÉUTILISATION : ÉLARGIR L'ÉVENTAIL DES RESSOURCES EN EAU

Face à la raréfaction de l'eau douce, un nombre croissant de régions se tourne vers des ressources non conventionnelles, principalement le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées traitées, afin de combler leurs déficits d'approvisionnement. **Le dessalement fournit déjà de l'eau potable à environ 300 millions de personnes** dans le monde. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord représentent plus de la moitié des capacités installées. Cette technologie reste toutefois énergivore et les rejets de saumure peuvent nuire aux écosystèmes marins lorsqu'ils ne sont pas correctement gérés. Néanmoins, certaines bonnes pratiques, notamment l'utilisation de l'osmose inverse alimentée par une énergie à faible intensité carbone, associée à une dilution appropriée de la saumure, permettent d'en limiter considérablement les impacts.

La réutilisation de l'eau constitue une solution complémentaire dont l'impact environnemental est généralement moindre, mais encore insuffisamment développée. Moins de 3 % des eaux usées urbaines traitées sont aujourd'hui réutilisées dans l'Union européenne, alors que le volume potentiel pourrait être jusqu'à six fois supérieur. Le **règlement européen sur la réutilisation de l'eau**, applicable depuis juin 2023, établit des normes de qualité harmonisées afin de favoriser ce développement, notamment pour l'irrigation agricole.

Aucune de ces technologies ne peut remplacer à elle seule une gestion durable de la ressource, mais toutes deux deviennent des composantes essentielles des stratégies d'adaptation dans les régions soumises au stress hydrique tout en représentant un domaine d'investissement et de financement en forte croissance.



QUE FAIT BNP PARIBAS ?

Des outils d'analyse de risque adaptés aux secteurs et aux contextes locaux

Parce que le risque hydrique est profondément local, son évaluation nécessite de combiner plusieurs niveaux d'analyse, allant de l'actif individuel au secteur d'activité et aux États. BNP Paribas met ainsi en œuvre des approches complémentaires à l'échelle des actifs, des pays et des secteurs afin de mieux comprendre les impacts potentiels des risques liés à l'eau sur ses clients, ses actifs et ses portefeuilles.

Le Groupe a développé des capacités d'évaluation géolocalisée des risques physiques permettant de cartographier les actifs face à différents aléas climatiques et environnementaux, notamment les sécheresses, les inondations, l'évolution des précipitations, l'augmentation de la température des cours d'eau ou encore le stress hydrique. Ces outils offrent une compréhension plus fine des vulnérabilités que les seules analyses au niveau national.

Les enjeux liés à l'eau sont également intégrés dans les dispositifs d'analyse du risque souverain. L'évaluation ESG des États réalisée par BNP Paribas inclut un indicateur spécifique de stress hydrique au sein de sa dimension environnementale, aux côtés d'indicateurs couvrant les catastrophes naturelles, la biodiversité, les émissions de gaz à effet de serre et les vulnérabilités aux scénarios climatiques.

Enfin, les **zones soumises à un fort stress hydrique font l'objet d'une attention particulière** dans les processus d'évaluation et de financement. Plusieurs évaluations ESG couvrant les secteurs les plus exposés, tels que l'agriculture, les mines, la chimie, les services aux collectivités ou certaines industries manufacturières, comportent des questions spécifiques relatives aux activités situées dans ces zones. Selon les secteurs concernés, ces évaluations portent notamment sur l'exposition à la rareté de l'eau, les prélèvements, le recyclage, le traitement des eaux usées, le dialogue avec les parties prenantes locales et la mise en œuvre de plans de gestion de l'eau. La politique sectorielle du Groupe dédiée à l'agriculture comprend également des exigences spécifiques pour les activités situées dans des zones de stress hydrique.

Des solutions de financement adaptées aux réalités locales

Comme les défis liés à l'eau varient fortement selon les régions et les secteurs, BNP Paribas développe des solutions de financement et d'investissement adaptées aux besoins environnementaux, économiques d'infrastructures locaux.

En 2026, BNP Paribas a agi en tant que coordinateur en matière de durabilité pour la mise à jour du **cadre de finance durable souveraine du Mexique** et a participé à une émission obligataire durable de **4,75 milliards d'euros**. Ce cadre renforcé soutient notamment la gestion de l'eau et des eaux usées, la résilience hydrique et l'adaptation au changement climatique. Il permet également le recours à des émissions thématiques, telles que les obligations bleues, afin de mobiliser des capitaux au service d'objectifs de long terme en matière d'eau.

Pour les clients entreprises, BNP Paribas structure des prêts verts et des **prêts indexés sur des critères de durabilité** intégrant des indicateurs de performance liés à l'eau adaptés aux enjeux sectoriels. En 2026, la Banque a notamment agi comme coordinateur mondial du financement vert de **2,325 milliards de dollars d'AirTrunk** en Malaisie. Cette opération soutient le développement d'un centre de données hyperscale conçu pour atteindre des niveaux de performance de premier plan en matière d'efficacité énergétique et hydrique grâce à l'intégration de **technologies avancées de refroidissement.** Plus largement, la Banque a contribué à des opérations de financement dont les conditions étaient liées à la performance des emprunteurs en matière d'efficacité hydrique, d'intensité de consommation d'eau ou encore de gestion de l'eau.

Le Groupe explore également la manière dont les risques physiques liés à l'eau peuvent être pris en compte dans les décisions de financement. Au Luxembourg, BGL BNP Paribas a **intégré les risques d'inondation et les risques liés à l'eau dans ses dispositifs d'évaluation du crédit immobilier.** Par ailleurs, BGL BNP Paribas propose un prêt d'adaptation à taux préférentiel destiné à financer des travaux visant à renforcer la protection des biens immobiliers des particuliers contre les risques liés à l'eau.

Au-delà du financement, BNP Paribas investit directement dans des entreprises proposant des solutions adaptées aux enjeux locaux, notamment **Altereo**, société française d'ingénierie spécialisée dans la gestion de l'eau potable, des eaux usées et des eaux pluviales, ainsi que **Luxcarta**, dont les solutions d'imagerie satellite et d'analyse géospatiale permettent de modéliser les risques d'inondation, les risques côtiers et d'autres impacts climatiques liés à l'eau.



COMMENT LES ENTREPRISES S'ADAPTENT À UN MONDE SOUS CONTRAINTE HYDRIQUE

L'eau devient progressivement un facteur clé pour les décisions d'investissement, la résilience opérationnelle et le positionnement concurrentiel. Dans de nombreux secteurs, les entreprises prennent conscience que l'adaptation aux contraintes liées à l'eau n'est plus une option et anticipent l'évolution des réglementations. Qu'elles soient confrontées à la rareté de la ressource, à des exigences réglementaires accrues ou aux attentes des investisseurs et des clients, elles repensent leurs modes de production, investissent dans de nouvelles technologies et revoient la gestion de l'eau tout au long de leur chaîne de valeur. La transition est déjà engagée. La question n'est plus de savoir s'il faut s'adapter, mais comment le faire.

PASSER DE L'EFFICACITÉ À LA RÉSILIENCE

Pendant longtemps, les stratégies d'entreprise en matière d'eau se sont concentrées sur l'efficacité : réduction des consommations, maîtrise des coûts et amélioration des performances opérationnelles. Ces efforts restent essentiels, mais ils ne suffisent plus. Aujourd'hui, les entreprises doivent s'assurer qu'elles continueront à disposer d'un accès fiable à l'eau dans un contexte climatique de plus en plus incertain.

La priorité passe ainsi progressivement de l'efficacité à la résilience :

- **Dans l'agriculture**, cela peut passer par l'amélioration de la santé des sols, la restauration des paysages capables de retenir l'eau, le choix de cultures mieux adaptées aux conditions locales ou encore le recours à des techniques d'irrigation plus précises. Les sols jouent un rôle essentiel dans le cycle de l'eau en agissant comme des réservoirs naturels qui réduisent la dépendance à l'irrigation et renforcent la résilience face aux sécheresses.
- **Les industriels** cherchent à sécuriser leur approvisionnement en eau en investissant notamment dans des systèmes fermés permettant de réutiliser l'eau plusieurs fois avant son rejet. Les eaux usées, autrefois considérées comme une contrainte, deviennent progressivement une ressource valorisable permettant de réduire la dépendance aux prélèvements d'eau douce. La gestion circulaire de l'eau s'intègre ainsi dans une stratégie plus large d'efficacité des ressources.
- **Les producteurs d'énergie** s'adaptent également. Les centrales thermiques sont particulièrement exposées aux pénuries d'eau et à l'augmentation de la température des cours d'eau. Elles modernisent leurs systèmes de refroidissement afin de réduire leurs prélèvements, tandis que le déploiement continu des énergies renouvelables contribue à diminuer l'intensité hydrique de la production d'électricité.
- **Les secteurs traditionnellement considérés comme peu consommateurs d'eau**, tels que les infrastructures numériques, explorent de nouvelles solutions de refroidissement alors que le développement rapide des centres de données exerce une pression croissante sur les ressources hydriques locales.

Dans tous les secteurs, l'adaptation consiste de moins en moins à réagir aux crises et de plus en plus à anticiper les contraintes futures.



L'INNOVATION REDESSINE L'ÉCONOMIE DE L'EAU

À mesure que les entreprises s'adaptent, un vaste écosystème de solutions innovantes émerge :

- Les technologies avancées de membranes rendent le traitement des eaux usées plus performant.
- Les capteurs numériques et l'intelligence artificielle permettent de détecter les fuites, d'optimiser l'irrigation et de suivre en temps réel la qualité de l'eau.
- Les outils d'analyse prédictive basés sur l'IA aident les acteurs publics et industriels à anticiper les pénuries, optimiser les procédés de traitement et prévoir les besoins de maintenance avant les défaillances.
- L'imagerie satellite améliore le suivi des bassins versants et des pratiques agricoles.
- Les solutions fondées sur la nature, telles que la restauration des zones humides ou le développement d'infrastructures vertes en milieu urbain, viennent compléter les approches d'ingénierie traditionnelles.

Parallèlement, les réglementations stimulent l'innovation. Les nouvelles normes relatives au traitement des eaux usées, à la réutilisation de l'eau ou aux rejets industriels, ainsi que l'augmentation des contentieux liés aux PFAS aux États-Unis, encouragent les entreprises à investir plus tôt dans les technologies de traitement, à remplacer certaines substances dangereuses et à renforcer leur résilience opérationnelle.

Ces évolutions transforment progressivement la manière dont l'eau est considérée, qui passe d'un simple enjeu de conformité à une véritable opportunité d'innovation. Les entreprises qui s'adaptent rapidement constatent souvent des bénéfices supplémentaires : baisse des coûts d'exploitation, chaînes d'approvisionnement plus résilientes, amélioration des relations avec les parties prenantes et attractivité renforcée auprès des investisseurs en quête de création de valeur durable.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ?

Pour les institutions financières, l'adaptation constitue l'un des principaux enjeux de la transition liée à l'eau. Dans l'agriculture, l'industrie, les services publics, les infrastructures ou l'immobilier, les entreprises auront besoin de capitaux importants pour moderniser leurs équipements, améliorer leur efficacité et renforcer leur résilience face à des conditions hydriques de plus en plus variables. Cette évolution génère de nouveaux besoins de financement dans l'ensemble de l'économie : systèmes d'irrigation, technologies avancées de traitement, infrastructures de réutilisation de l'eau, protection contre les inondations ou solutions fondées sur la nature.

Pour les banques et les investisseurs, comprendre la manière dont les clients s'adaptent devient tout aussi important que comprendre leur niveau d'exposition aux risques. Les entreprises investissant dès aujourd'hui dans la résilience pourraient être mieux positionnées pour créer de la valeur à long terme, tandis que celles qui retardent leur adaptation risquent de faire face à une hausse de leurs coûts, à des contraintes réglementaires accrues et à des perturbations physiques croissantes.

Les institutions financières peuvent intervenir à plusieurs niveaux. en finançant les services publics qui investissent dans des infrastructures résilientes, en accompagnant les entreprises dans la modernisation de leurs procédés industriels et l'amélioration de leur efficacité hydrique, ainsi qu'en soutenant les technologies innovantes et les solutions fondées sur la nature visant à restaurer les écosystèmes dont dépend la sécurité hydrique. Elles peuvent également accompagner leurs clients dans la compréhension de leur propre exposition en intégrant les enjeux liés à l'eau dans leurs activités de financement, d'investissement et de conseil.



QUE FAIT BNP PARIBAS ?

Accompagner la transformation des secteurs: agriculture et transition régénératrice

L'agriculture représente environ 70 % des prélèvements mondiaux d'eau douce, faisant de la gestion durable de l'eau un élément clé de la transformation du secteur. BNP Paribas accompagne cette transition à travers des solutions de financement, de leasing et d'investissement favorisant l'agriculture régénératrice et une utilisation plus efficiente de la ressource.

En 2024, BNP Paribas est intervenu comme coordinateur en matière de durabilité pour les financements liés à des objectifs de durabilité de **McCain** et **Bonduelle**, intégrant notamment des engagements en faveur du déploiement de pratiques agricoles régénératrices au sein de leurs chaînes d'approvisionnement. Une approche similaire a été mise en œuvre en 2025 avec **Pastacorp (Lustucru)** en France. Ce financement intègre directement des objectifs de durabilité et encourage l'amélioration des pratiques d'approvisionnement agricole, de l'efficacité dans l'utilisation des ressources et de la performance environnementale. Ensemble, ces programmes visent à soutenir des systèmes agricoles plus résilients et à renforcer durablement la gestion responsable des ressources en eau.

BNP Paribas soutient également les investissements dans des équipements et infrastructures agricoles plus performants. En 2026, **BNP Paribas Leasing Solutions** et la **Banque européenne d'investissement** ont également signé une enveloppe de **200 millions d'euros** destinée à soutenir la modernisation de l'agriculture européenne et l'acquisition d'équipements plus performants sur le plan environnemental.



Le Groupe soutient aussi la transition agricole dans les économies émergentes grâce à des **mécanismes de financement indexés sur des objectifs de durabilité inclusive (Inclusive Sustainability-Linked Financings – ISLF)**, structurés par le JuST Institute. Ces mécanismes encouragent les institutions de microfinance à financer des pratiques agroécologiques auprès des emprunteurs ruraux, notamment des solutions de gestion durable de l'eau telles que l'irrigation goutte-à-goutte, la collecte des eaux de pluie, le traitement des eaux usées ou encore les technologies d'amélioration de l'efficacité hydrique. En liant les conditions de financement à des objectifs de durabilité, ils contribuent à renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face aux défis climatiques et aux enjeux liés à l'eau.

Énergie et industrie

La compétitivité industrielle dépend de plus en plus d'une gestion sûre et efficace de l'eau. BNP Paribas accompagne ses clients industriels dans la réduction des prélèvements d'eau, l'amélioration de la réutilisation de la ressource et l'adaptation des procédés de production grâce à des prêts verts, des financements durables et des solutions de leasing.

La gestion de l'eau devient un enjeu croissant dans les infrastructures numériques. En 2024, **BNP Paribas Fortis** a accordé un **prêt vert de 5 millions d'euros à LCL nv**, une entreprise spécialisée dans les centres de données, afin de moderniser ses systèmes de refroidissement et d'améliorer l'efficacité de son utilisation des ressources. Alors que les centres de données poursuivent leur expansion, les solutions permettant d'optimiser les systèmes de refroidissement peuvent contribuer à réduire à la fois la consommation d'énergie et les pressions exercées sur les ressources en eau locales. Au-delà des prêts traditionnels, BNP Paribas Leasing Solutions finance également des équipements industriels plus performants. En France, une opération de leasing de **7 millions d'euros** a notamment permis le financement d'une nouvelle ligne d'embouteillage industrielle capable de réduire la consommation d'eau d'environ 40 % par rapport aux systèmes précédents. Ces investissements aident les clients industriels à améliorer leur efficacité hydrique tout en préservant leur compétitivité et leur performance opérationnelle.

Immobilier et gestion de l'eau en ville

Les villes seront en première ligne face aux défis climatiques et hydriques. Intégrer la résilience hydrique dans les bâtiments et les infrastructures urbaines devient donc une composante essentielle de l'immobilier durable.

En tant que promoteur immobilier, **BNP Paribas Real Estate** intègre des solutions de gestion de l'eau dans ses projets résidentiels et tertiaires. À Nanterre, le campus bas carbone **Arboretum** associe récupération des eaux de pluie, agriculture urbaine et solutions fondées sur la nature afin de favoriser le rafraîchissement urbain et la biodiversité.

Le siège de **BNP Paribas Real Estate, METAL 57** à Boulogne-Billancourt, intègre quant à lui des dispositifs de réutilisation des eaux pluviales ainsi que des systèmes avancés de suivi et d'optimisation des consommations d'eau.

Au-delà des bâtiments, BNP Paribas accompagne également les collectivités locales qui investissent dans les infrastructures liées à l'eau. À titre d'exemple, BNP Paribas a accordé un **prêt vert de 10 millions d'euros à la Ville de Genk (Belgique)** dans le cadre de son Green Finance Framework afin de soutenir les investissements destinés à la gestion durable de l'eau et des eaux usées, aux côtés d'autres projets éligibles contribuant à la transition environnementale.

Financer l'eau dans toute la chaîne de valeur

La résilience hydrique nécessite des investissements sur l'ensemble de la chaîne de valeur, des infrastructures aux fournisseurs de technologies en passant par les services publics et les start-up innovantes. BNP Paribas soutient cet écosystème grâce à une large gamme de solutions de financement et d'investissement couvrant l'ensemble des activités liées à l'eau. À ce jour, le Groupe a identifié plus de **2,4 milliards d'euros de financements liés à l'eau**, incluant des expositions au secteur de l'eau ainsi que des opérations destinées au financement de projets et d'infrastructures liés à l'eau.

BNP Paribas a également contribué à mobiliser plus de **2 milliards d'euros de financements obligataires** pour des acteurs du secteur de l'eau ces dernières années. Parmi les opérations récentes figurent deux émissions d'obligations bleues de **500 millions d'euros pour la SAUR**, une obligation verte de **650 millions de livres sterling émise par United Utilities**, ainsi que l'émission de **1 milliard de dollars réalisée par Xylem** en 2026, comprenant la première obligation bleue jamais émise par une entreprise américaine. BNP Paribas est intervenu comme coordinateur unique de l'obligation bleue sur cette transaction. Les fonds levés soutiennent des projets liés au traitement de l'eau et des eaux usées, à l'efficacité hydrique, à l'approvisionnement en eau, au suivi environnemental et à la prévention des catastrophes.

Le Groupe participe également au développement du marché de la finance bleue. BNP Paribas a fait évoluer son cadre d'émission d'obligations vertes afin d'y intégrer des actifs éligibles à la finance bleue, et a émis **plus de 150 millions d'euros de placements privés bleus**, illustrant son engagement en faveur du financement d'activités durables liées à l'eau.



Au-delà des grands émetteurs, BNP Paribas accompagne également un large écosystème d'**acteurs de taille intermédiaire du secteur de l'eau et de l'assainissement**, qu'il s'agisse de services publics tels qu'Aquafin en Flandre ou Vivaqua à Bruxelles, d'opérateurs régionaux d'infrastructures hydrauliques comme BRL dans le sud de la France ou encore de spécialistes industriels tels que Waterleau en Belgique. À travers ces financements, la Banque contribue au développement d'infrastructures d'eau potable d'installations de traitement des eaux usées et de projets de modernisation des réseaux, démontrant son engagement en faveur des acteurs de l'eau de toutes tailles.

BNP Paribas oriente également les capitaux des investisseurs vers des solutions liées à l'eau. Avec près de **6 milliards d'euros d'actifs sous gestion** dans sa stratégie dédiée à l'eau, le **fonds BNP Paribas Aqua** figure parmi les plus importants fonds d'investissement spécialisés dans ce domaine au niveau mondial. Le fonds investit dans des entreprises internationales qui contribuent à la préservation et à l'utilisation durable de l'eau, notamment dans les infrastructures hydrauliques (réseaux, installations, équipements industriels, services d'infrastructure et irrigation), le traitement de l'eau (filtration, traitement, efficacité, contrôle et suivi) ainsi que les services aux collectivités. Parmi les sociétés présentes dans le portefeuille figurent **American Water Works** (services aux collectivités), **Xylem** (infrastructures) ou encore **Cintas** (traitement de l'eau).

L'innovation constitue également un pilier essentiel de l'approche de BNP Paribas. Le Groupe soutient des entreprises innovantes dans le domaine des technologies de l'eau, telles que **Kumulus**, qui produit de l'eau potable à partir de l'humidité de l'air dans les régions confrontées au stress hydrique, ou **Leakmited**, dont les solutions numériques permettent aux opérateurs de réseaux de détecter et de réduire les pertes d'eau dans les réseaux de distribution.

En accompagnant à la fois des start-ups innovantes et des acteurs industriels de référence, BNP Paribas contribue à accélérer le déploiement de solutions concrètes en faveur de l'accès à l'eau, de son utilisation efficace et du renforcement de la résilience hydrique.

AGIR COLLECTIVEMENT POUR LA RÉSILIENCE HYDRIQUE

L'EAU EST PEUT-ÊTRE LA RESSOURCE COLLECTIVE PAR EXCELLENCE

Tous les acteurs économiques partagent une même réalité : l'eau qu'ils prélèvent a souvent déjà été utilisée en amont, et celle qu'ils rejettent deviendra très probablement une ressource pour d'autres utilisateurs en aval. L'eau est, par nature, une ressource partagée. Contrairement à l'énergie ou à de nombreux intrants industriels, elle ne peut être gérée efficacement par une seule organisation agissant de manière isolée. Les rivières traversent les frontières administratives, les aquifères sont partagés par de multiples usagers et les écosystèmes rendent des services qui bénéficient à l'ensemble de la société.

Construire la résilience hydrique nécessite donc une coopération qui dépasse les frontières sectorielles, avec un rôle central joué par les pouvoirs publics. Les États, les autorités de bassin, les collectivités locales et les opérateurs publics déterminent la manière dont l'eau est allouée, traitée, stockée et partagée entre les différents utilisateurs. Ils planifient également une grande partie des infrastructures nécessaires à la sécurité hydrique : réservoirs, systèmes d'irrigation, ouvrages de protection contre les inondations, réseaux d'eau potable et d'assainissement.

CONSTRUIRE UNE RÉSILIENCE COLLECTIVE

La résilience passe par des données et des méthodes partagées, ainsi que par une action concertée. Parce que l'eau est une ressource commune, la résilience dépend en définitive de la collaboration entre pouvoirs publics, entreprises, chercheurs, communautés locales et institutions financières. Les connaissances scientifiques, les données fiables et les méthodologies partagées deviennent aussi importantes que les capitaux eux-mêmes.

Cette réalité explique l'essor rapide d'initiatives internationales consacrées à la gestion durable de l'eau, aux risques financiers liés à la nature et à la gouvernance à l'échelle des bassins versants. Ces démarches visent à renforcer la transparence, harmoniser les méthodes d'analyse et accélérer les investissements vers les solutions les plus efficaces. Pour les institutions financières, participer à ces initiatives relève de plus en plus d'une bonne gestion des risques.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT POUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ?

Le secteur financier occupe une position unique dans l'économie. Les banques et les investisseurs orientent les capitaux vers les entreprises, technologies et infrastructures qui façonneront la résilience hydrique de demain. Leur rôle va bien au-delà du financement de projets individuels. En intégrant les enjeux liés à l'eau dans leurs analyses de risque, en dialoguant avec leurs clients et en soutenant l'innovation, ils contribuent à renforcer la résilience de l'économie dans son ensemble.

Au-delà du secteur privé, les institutions financières jouent également un rôle essentiel dans la mobilisation des financements de long terme nécessaires aux investissements publics liés à l'eau. En structurant des émissions obligataires pour les États, les collectivités ou les banques de développement, elles facilitent l'orientation des capitaux vers les infrastructures de distribution d'eau, de traitement des eaux usées, de protection contre les inondations, d'irrigation ou encore d'adaptation climatique. Cette fonction est particulièrement importante pour les banques de développement, dont les obligations thématiques permettent d'agréger des projets à l'échelle de plusieurs territoires et de relier les priorités d'investissement publiques aux marchés de capitaux mondiaux. Le Groupe de la Banque mondiale a notamment lancé en avril 2026 l'initiative **Water Forward**, avec l'ambition de contribuer à garantir la sécurité hydrique de plus d'un milliard de personnes d'ici 2030.

Prendre en compte la dimension systémique des enjeux liés à l'eau constitue ainsi un levier majeur de résilience économique. L'eau devient un facteur déterminant de la qualité du crédit, des besoins en infrastructures, de la résilience des États et des performances d'investissement à long terme. À mesure qu'elle s'impose comme un déterminant majeur de l'activité économique, les institutions financières qui sauront intégrer efficacement les enjeux liés à l'eau dans leurs processus de décision seront mieux armées pour anticiper les risques émergents, identifier de nouvelles opportunités et accompagner la transition vers une économie plus résiliente.

QUE FAIT BNP PARIBAS ?

Favoriser une dynamique collective

Parce que l'eau est une ressource partagée, aucun acteur ne peut relever seul ce défi. BNP Paribas participe activement à des initiatives collectives réunissant entreprises, investisseurs, ONG, chercheurs et acteurs publics pour accélérer l'action en faveur de la résilience hydrique.

En 2025, **BNP Paribas a notamment codirigé le groupe de travail sur l'eau du Forum de Giverny**, une initiative multipartite réunissant entreprises, institutions financières, organisations non gouvernementales, chercheurs et représentants du secteur public. Ce groupe de travail a formulé des recommandations visant à accélérer les investissements dans la résilience hydrique, l'innovation et l'adaptation. BNP Paribas copréside également la **Commission Eau d'Entreprises pour l'Environnement (EpE)**, contribuant ainsi au partage de connaissances entre grandes entreprises françaises, au développement de méthodologies communes et au renforcement des démarches collectives en faveur d'une gestion durable de l'eau.

L'engagement actionnarial constitue un autre levier important. Depuis 2022, **BNP Paribas Asset Management** participe à la **Non-Disclosure Campaign** du CDP, qui encourage les entreprises à renforcer leur transparence sur les risques liés au climat, aux forêts et à l'eau douce. En 2025, BNP Paribas Asset Management a rejoint une coalition de 223 institutions financières représentant près de 23 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion, qui a engagé un dialogue avec plus de 700 entreprises sur les enjeux de l'eau et de la sécurité hydrique. **BNP Paribas Asset Management échange également directement avec les entreprises présentes dans ses portefeuilles**, notamment dans les secteurs de la technologie, des semi-conducteurs et de l'agriculture, afin d'encourager une meilleure gouvernance, davantage de transparence et la définition d'objectifs liés à l'eau.

Enfin, BNP Paribas est **membre fondateur de la Taskforce on Nature-related Financial Disclosures (TNFD)**, qui développe un cadre international permettant aux entreprises et institutions financières d'évaluer, gérer et publier leurs dépendances, impacts, risques et opportunités liés à la nature, y compris les écosystèmes d'eau douce.

Montrer l'exemple à travers nos propres opérations

Soutenir la résilience hydrique couvre également la réduction de notre propre empreinte. BNP Paribas agit sur ses bâtiments et ses infrastructures opérationnelles et numériques, et intègre la résilience hydrique dans la conception de ses campus. **Entre 2019 et 2025, le Groupe a réduit sa consommation interne d'eau de 65 %**, grâce notamment à l'amélioration des systèmes de suivi, à la détection des fuites, au sous-comptage, à l'installation d'équipements économes et à une meilleure gestion opérationnelle de ses bâtiments.

L'efficacité hydrique est également intégrée aux activités IT du Groupe. Les data center de BNP Paribas affichent un indicateur de consommation d'eau (WUE) inférieur à 0,01 litre par kWh informatique, ce qui les rend jusqu'à 40 fois plus performants que la médiane européenne grâce à des systèmes de refroidissement en circuit fermé et à un suivi rigoureux des opérations.

Plusieurs **campus et sièges du Groupe** intègrent également des systèmes de récupération des eaux de pluie, des toitures végétalisées, des espaces verts et des surfaces perméables permettant de réduire la consommation d'eau potable, d'améliorer la gestion des eaux pluviales et de soutenir la biodiversité urbaine. Par exemple, sur le **campus EXEO à Lisbonne**, les bâtiments occupés par les collaborateurs de BNP Paribas intègrent des dispositifs de récupération des eaux de pluie ainsi que des solutions fondées sur la nature.

Sensibiliser et partager les connaissances

Renforcer la résilience hydrique passe également par la diffusion des connaissances. BNP Paribas mène plusieurs initiatives visant à sensibiliser ses collaborateurs, ses clients et la société civile aux enjeux liés à l'eau.

Lancée en 2022, la **Sustainability Academy** propose des formations sur les thématiques du développement durable, notamment le capital naturel, la biodiversité et l'eau. Fin 2025, près de 133 000 collaborateurs avaient déjà suivi l'un de ces programmes. Parmi eux figure notamment l'atelier **Compte-gouttes**, qui sensibilise aux risques et opportunités liés à l'eau pour les institutions financières à travers des formats interactifs déployés en **France, au Luxembourg, au Portugal et en Espagne.**

Au-delà de la sphère de l'entreprise, BNP Paribas soutient également des artistes, des initiatives culturelles et des programmes éducatifs qui explorent la relation entre l'être humain, l'eau et les écosystèmes aquatiques. Ces démarches contribuent à rendre les enjeux liés à l'eau plus concrets et plus accessibles à un large public grâce à la culture et à l'expression artistique.

Soutenir la recherche scientifique

La connaissance scientifique est indispensable à une prise de décision éclairée. BNP Paribas soutient ainsi des programmes de recherche destinés à améliorer la compréhension du climat, de la biodiversité et des systèmes d'eau douce, tout en contribuant au développement des connaissances nécessaires à la résilience de long terme.

À travers l'initiative **Climate & Biodiversity de la Fondation BNP Paribas**, lancée en 2010, le Groupe a consacré **31 millions d'euros à la recherche environnementale, soutenant 46 projets internationaux et plus de 500 scientifiques.** La dernière édition du programme prévoit 7 millions d'euros sur la période 2026-2028 pour financer 11 projets de recherche, dont MED GUARD, qui étudie les effets du changement climatique sur les aquifères côtiers méditerranéens, les flux d'eau douce et les fonctions écologiques contribuant à la qualité de l'eau et à la biodiversité.

BNP Paribas soutient également le **Transition Institute 1.5 (TTI.5)** de Mines Paris-PSL, un programme de recherche interdisciplinaire de 5,6 millions d'euros consacré aux transitions environnementales et sociétales. Les travaux actuellement menés portent notamment sur la gouvernance collective des ressources en eau dans un contexte de raréfaction croissante ainsi que sur les impacts des changements globaux sur les systèmes d'eau douce, contribuant à faire progresser les connaissances relatives à la résilience hydrique et à l'adaptation à long terme.



REPENSER LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE À TRAVERS LE PRISME DE L'EAU

Pendant une grande partie de l'histoire économique moderne, la disponibilité de l'eau a été considérée comme évidente. L'approvisionnement en eau était suffisamment abondant pour être tenu pour acquis, suffisamment peu coûteux pour rester largement absent des décisions financières et suffisamment fiable pour soutenir des décennies de croissance économique sans susciter beaucoup d'attention. Aujourd'hui, cette situation évolue profondément. Le cycle de l'eau et notre capacité à avoir accès à l'eau connaissent des transformations majeures.

Le défi n'est pas que le monde manque d'eau. Le cycle hydrologique continue de fonctionner : les rivières coulent toujours, les précipitations continuent de tomber et les aquifères continuent d'alimenter les populations et les économies. À l'échelle mondiale, la quantité totale d'eau douce demeure globalement stable, même si sa répartition est de plus en plus perturbée.

Ce qui change, c'est où l'eau est disponible, quand elle l'est, quelle est sa qualité et à quel coût. Ces évolutions redéfinissent les conditions mêmes dans lesquelles les économies fonctionnent. L'eau devient un prisme stratégique pour comprendre la résilience économique. Elle influence la sécurité alimentaire, la compétitivité industrielle, la production d'énergie, le développement urbain, la santé publique et la stabilité géopolitique. De plus en plus, elle façonne également les décisions d'investissement et la performance des entreprises à long terme.

Les enjeux liés à l'eau ne peuvent pas être appréhendés à travers de simples moyennes mondiales. Ils sont profondément locaux, déterminés par la géographie, les écosystèmes et les modes de gouvernance. Pourtant, leurs conséquences se propagent à travers les chaînes de valeur mondiales, les marchés financiers et le commerce international. L'eau rappelle ainsi qu'au sein d'une économie interconnectée, des vulnérabilités locales peuvent rapidement devenir des risques systémiques.

Pour les entreprises, s'adapter à cette nouvelle réalité implique de nouveaux outils de mesure, davantage d'innovation, des investissements ciblés et de nouvelles approches de gestion des ressources naturelles. **Pour les pouvoirs publics**, cela suppose la mise en place de politiques reconnaissant la valeur économique de bassins versants en bonne santé et d'infrastructures résilientes.

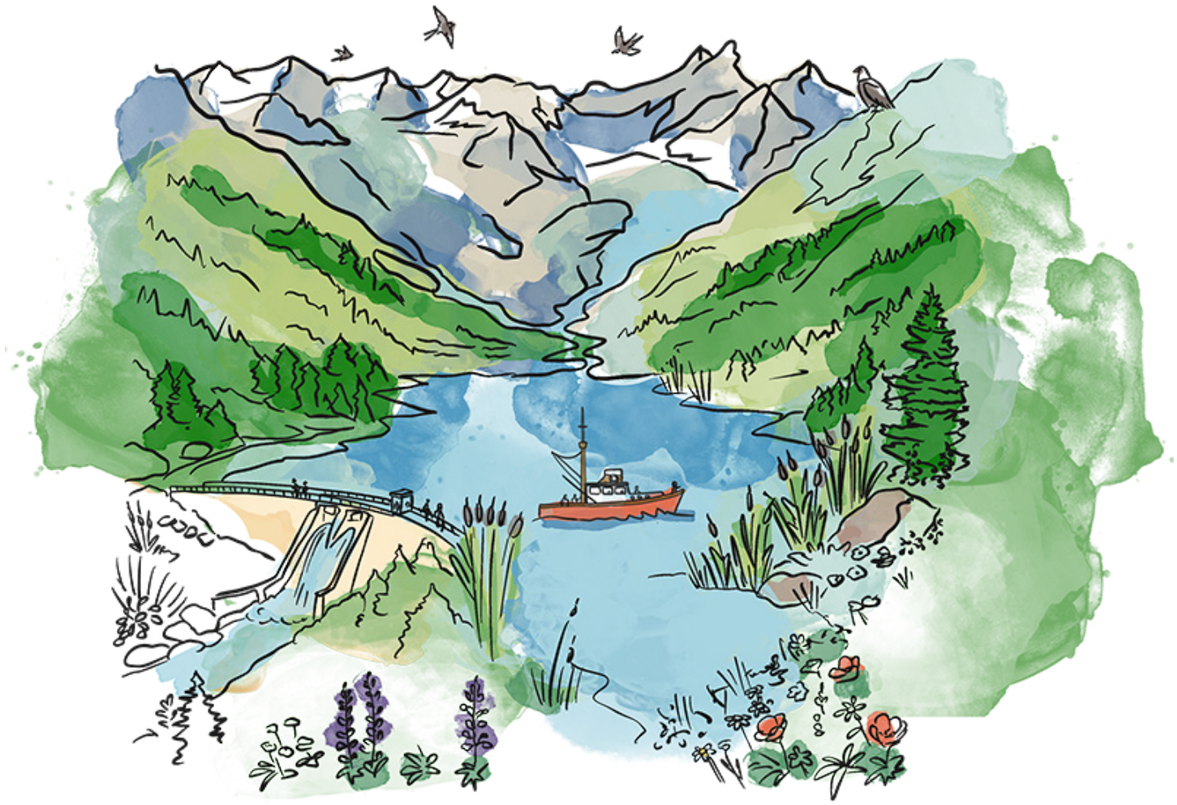
Pour les institutions financières, cela souligne l'importance d'intégrer un large éventail de facteurs environnementaux dans leurs cadres de gestion des risques, notamment les enjeux climatiques mais aussi, lorsque cela est pertinent, les dépendances et vulnérabilités liées à l'eau.

La finance ne résoudra pas à elle seule le défi mondial de l'eau. En revanche, elle peut contribuer à déterminer quelles solutions se développent à grande échelle, quelles technologies arrivent à maturité, quelles infrastructures voient le jour et quelles priorités sont financées. En orientant les capitaux vers la résilience, en soutenant l'innovation et en améliorant la compréhension des risques liés à l'eau, les institutions financières ont un rôle essentiel à jouer dans la construction d'une économie plus robuste face aux défis à venir.

L'eau est souvent présentée comme la ressource stratégique du XXIe siècle. C'est incontestablement le cas, mais elle devient peut-être, plus fondamentalement encore, l'un des principaux indicateurs de la résilience réelle de nos économies, ainsi qu'un enjeu croissant de souveraineté et de sécurité économique. Réapprendre à reconnaître sa valeur pourrait constituer l'une des grandes transitions économiques de notre époque.

BNP Paribas accompagne la transition vers une économie plus résiliente aux défis de l'eau. Par ses financements, ses investissements et son engagement actionnarial, le Groupe vise à aider ses clients, les secteurs économiques et les territoires à faire de ces défis des leviers d'adaptation, d'innovation et de résilience durable.





Octobre 2026 - Contenu éditorial et recherche par BNP Paribas, en collaboration avec waterwiser
Mise en page et illustrations : agence interne BNP Paribas

BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change